



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUILLAT SAINT MEDARD FIOUL

1 RUE Alexis Puyo
33160 Saint-Médard-en-Jalles

Code AIOT : 0005209219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement JUILLAT SAINT MEDARD FIOUL implanté 1 RUE Alexis Puyo 33160 Saint-Médard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUILLAT SAINT MEDARD FIOUL
- 1 RUE Alexis Puyo 33160 Saint-Médard-en-Jalles
- Code AIOT : 0005209219
- Régime : Déclaration

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Selon l'annuaire des entreprises, la société JUILLAT SAINT MEDARD FIOUL exerçait une activité de commerce de détail de charbons et combustibles situé au 1 Rue Alexis Puyo, 33160 Saint-Médard-en-Jalles, relevant de la nomenclature des Installations Classées et du régime de déclaration. Plus précisément le site exploitait sur les parcelles EL 105 / EL 106 / EL 107 / EL 108 / EL 109 :

- Un atelier de découpe de billons de bois de 2 mètres de longueur en bûches de 50 cm, visé par la rubrique 2410 de la nomenclature des installations classées au régime de la déclaration .
- Des aires de stockage de bois (billons de 2 mètres et bûches de 50 cm) : installation non classable au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées.
- Un stockage et une installation de distribution de fioul domestique : l'activité de stockage était au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1432 (supprimée depuis 2015) de la nomenclature des installations classées, tandis que la distribution de fioul domestique n'était pas classable au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées (débit inférieur à 1 m³/h).
- Un stockage de bouteilles de propane et de butane : installation non classable au titre de la rubrique 1412 (supprimée depuis 2015) de la nomenclature des installations classées.

Il convient de préciser que la société Juillat exploitait également, sur le même site, un ancien pressing. Cette activité a été arrêtée et le site remis en état, sans qu'aucune notification officielle de cessation d'activité n'ait été effectuée.

À la suite d'une plainte déposée en juillet 2013 par une riveraine pour nuisances sonores et risque de pollution, une inspection réalisée en septembre 2013 a conduit à la réduction de la puissance des équipements de découpe du bois, afin de ne pas dépasser le seuil applicable au régime de déclaration. L'inspection a été informée de la cessation d'activité de cet ICPE en mars 2015. Il s'agit de la dernière information connue de l'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée depuis la bordure extérieure du site, a permis de constater que l'ancien établissement JUILLAT SAINT MEDARD FIOUL avait bien cessé ses activités. Cet ancien exploitant est aujourd'hui disparu. D'après les images disponibles sur Google Street View, le site aurait entièrement été réhabilité au plus tard en 2019. Depuis cette date, il a été progressivement réaménagé sur une partie en vue de la construction de 2 logements individuels, engagée à partir de 2020.

Cet ancien site ICPE sera donc enregistré dans la base CASIAS afin d'en conserver la mémoire.

Depuis la bordure extérieure du site, l'inspection n'a pas pu confirmer le retrait de l'ancienne cuve de fioul. En l'absence d'informations relatives aux modalités de mise en sécurité et de réhabilitation consécutives à la déclaration de cessation d'activité, les mesures effectivement mises en œuvre pour la mise en sécurité et la réhabilitation par l'exploitant ne sont pas connues de l'Inspection. Dès

lors, la présence éventuelle de sources résiduelles de pollution sur le site, voire en dehors de son emprise, ne peut être exclue.

Les propriétaires des logements situés sur l'ancien site ICPE, plus précisément sur les parcelles EL 106 et 107 et EL108 et 109 seront destinataires du présent rapport pour information.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Selon les informations disponibles, la cessation d'activité de l'installation a été notifiée le 17 mars 2015. Il ressort toutefois des éléments observés lors de la visite que les activités de travail du bois et de stockage de fioul ne sont plus exercées. En revanche, l'inspection n'a pas été en mesure de confirmer, depuis l'extérieur du site, que l'ancien stockage de fioul n'est plus présent. Aucune activité relevant du régime des installations classées n'a été observée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Aucun élément sur les mesures prises n'a été transmis à l'inspection. D'après le site Pappers, l'exploitant a été placé en liquidation judiciaire le 04/02/2015 et la clôture de la procédure a été prononcée le 27/09/2018. Il est donc considéré comme « disparu ».

<p>La visite du site a permis de constater que les parcelles anciennement concernées par l'installation sont aujourd'hui occupées par des constructions à usage d'habitation. Aucun produit dangereux, déchet, installation technique, ni équipement susceptible de présenter un risque pour la sécurité ou l'environnement n'a été observé. Aucune cuve de stockage de fioul apparente ou trace d'activité industrielle n'a été relevée. L'accès au site ne présente pas de danger particulier et aucun risque d'incendie ou d'explosion n'a été identifié. Aucune surveillance environnementale spécifique n'apparaît nécessaire au vu de l'usage actuel des parcelles et de l'absence d'indices de pollution.</p> <p>Cet ancien site sera enregistré dans la CASIAS pour conserver la mémoire de ses activités industrielles et de service. Une copie de ce nouveau rapport est transmise à la mairie de Saint-Médard-en-Jalles pour information. Une information sur l'historique de ce site sera également publiée sur Georisques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Impacts potentiels

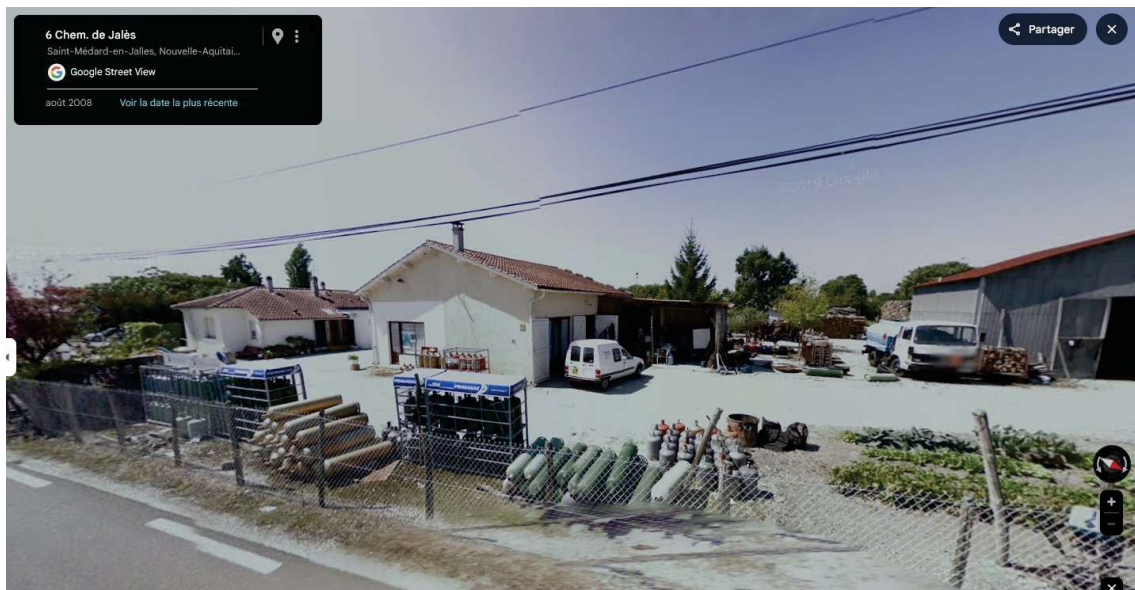
<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a mis en évidence que l'usage actuel des parcelles est désormais résidentiel, avec la présence de maisons individuelles. Selon les photos Street View disponibles, le site aurait fait l'objet de travaux entre 2008 et 2019. Étant donné l'absence d'information sur les modalités de mise en œuvre de la procédure de cessation d'activités par l'ancien exploitant ICPE, les mesures de mise en sécurité et de réhabilitation du site mises en œuvre par l'exploitant ne sont pas connues par l'Inspection et l'exploitant est aujourd'hui considéré comme « disparu ». Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site. Le cabinet BEDIN immobilier de St-Médard-en-Jalles, étant identifié comme l'apporteur du foncier sur cette construction, une copie de ce rapport est donc transmise au cabinet pour information.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Annexe photos

1 Rue Alexis Puyo le 19/12/2025 : Lieu de l'ancienne activité de stockage et installation de distribution de fioul domestique ainsi que du stockage de bouteilles de propane et de butane



1 Rue Alexis Puyo en Août 2008 (source Google Street view) : Lieu de l'activité de stockage et installation de distribution de fioul domestique ainsi que du stockage de bouteilles de propane et de butane



1 Rue Alexis Puyo le 19/12/2025 : Lieu de l'ancienne activité de découpe et d'aires de stockage de bois



1 Rue Alexis Puyo en Août 2008 (source Google Street view) : Lieu de l'activité de découpe et d'aires de stockage de bois

